

# ROSA Newsletter



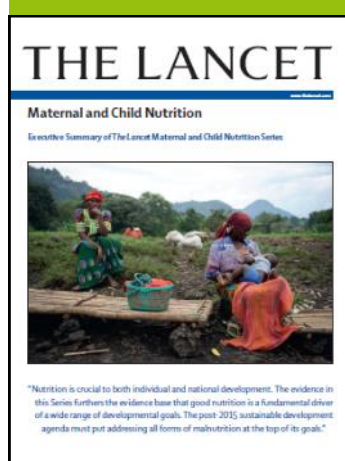
RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pour continuer à recevoir cette newsletter, merci de [vous inscrire sur capacity4dev](#) et de rejoindre le groupe [Food & Nutrition Security - ROSA](#)

Numéro 45 | Juillet 2013

**AU SOMMAIRE :** Lancement de la série The Lancet > Agenda > Actualités du réseau

## POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ



## Lancement de la série The Lancet sur la nutrition maternelle et infantile : Agir sur la base de résultats probants

Cinq ans après sa première série sur la malnutrition maternelle et infantile, la revue The Lancet a publié une deuxième série (voir encadré). Considérée comme un document de référence, la série publiée en 2008 avait servi de catalyseur pour accroître la sensibilisation sur les questions de malnutrition materno-infantile et améliorer les politiques et les pratiques dans ce domaine. Cette nouvelle série arrive à un moment critique, alors que l'attention internationale portée à la nutrition n'a jamais été aussi forte et que les priorités nationales dominent le discours. La série qui vient d'être publiée évalue les progrès réalisés au niveau mondial pour réduire la malnutrition, ainsi que les efforts internationaux fournis par rapport aux recommandations formulées en 2008. Elle apporte de nouvelles données probantes sur les interventions efficaces et propose des recommandations de politique visant à accélérer et à poursuivre les progrès en matière de nutrition.

En amont du Sommet du G8, le lancement de la série a eu lieu le 6 juin dernier lors d'un symposium d'une journée à Londres. Des événements similaires ont eu lieu dans plus d'une douzaine de pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. **Lola Gostelow, membre de l'équipe du Service Conseil en Nutrition (NAS) de la Commission européenne**, a participé à cet événement. Dans cette interview, elle nous fait part de ses réflexions sur la nouvelle série, notamment sur la façon dont cette dernière contribue au renforcement de l'élaboration de politiques fondées sur des preuves concrètes. Elle insiste sur la nécessité de renforcer ces éléments de preuve et d'élargir nos connaissances relatives à ce qui fonctionne pour prévenir la malnutrition et y remédier. Car nous ne pourrions avoir l'impact que nous souhaitons (une réduction de 40% des retards de croissance dans le monde d'ici 2025) si nous n'allons pas au-delà du cadre existant afin d'élargir la palette d'interventions efficaces en matière de nutrition.

**La première série The Lancet permettait de mieux comprendre le problème de la malnutrition maternelle et infantile dans les pays en développement, ce qui fonctionnait et ce qu'il fallait entreprendre aux niveaux national et international. Quels nouveaux éléments probants la série de 2013 présente-t-elle et en quoi contribuent-ils à accélérer les progrès en matière de réduction de la malnutrition ?**

La série de 2008 représentait une avancée majeure et une évolution importante dans le domaine de la nutrition. Elle a contribué à donner à la nutrition une place prioritaire dans l'agenda politique et à intensifier l'engagement vis-à-vis de la réduction de la malnutrition. Elle montrait que le système de gouvernance était dysfonctionnel et fragmenté. Un des principaux défis était donc l'élaboration d'une nouvelle architecture interna-

Le ROSA est  
une initiative de la :



COMMISSION  
EUROPÉENNE

tionale. L'émergence du mouvement SUN a également joué un rôle crucial à cet égard, permettant d'accroître l'engagement en faveur du leadership au niveau national et du développement de partenariats entre toutes les parties prenantes. Une évolution a été constatée en ce qui concerne le positionnement des donateurs, qui ont adopté de nouvelles stratégies en matière de nutrition ou adapté les stratégies existantes. La série The Lancet de 2008 a également fourni des recommandations basées sur une approche factuelle et identifié les interventions efficaces et la nécessité de se concentrer sur les 1 000 premiers jours de la vie, qui représentent une réelle « fenêtre d'opportunité » pour s'attaquer à la malnutrition et la prévenir.

Cinq ans après, il était nécessaire d'évaluer les progrès réalisés et de développer de nouvelles perspectives en s'appuyant sur les résultats, en particulier en matière d'interventions sensibles à la nutrition. Cette nouvelle série répond partiellement à ces besoins et contribue à renforcer le processus en cours. Un nouveau cadre conceptuel est proposé, qui combine à la fois les aspects physiques liés au développement ainsi que les bienfaits constatés tout au long du « parcours de vie » (lequel inclut l'adolescence, non abordée dans la série de 2008). Ce cadre décrit les interventions nutritionnelles qui permettent de répondre aux causes immédiates des problèmes de croissance et de développement ; les interventions nutritionnelles qui permettent d'influencer les déterminants sous-jacents de la malnutrition ; et les investissements nécessaires pour mettre en place un environnement propice dans lequel de telles interventions nutritionnelles peuvent se faire. Cette série continue à mettre l'accent sur la période cruciale que sont la grossesse et les deux premières années de la vie, mais elle accorde également une place majeure aux actions préventives à mener avant la grossesse (à la fois pour la santé de la mère et la croissance et le développement du fœtus). Elle reste axée sur la malnutrition, tout en accordant plus d'attention à la question émergente de l'obésité.

#### Présentation de la nouvelle série (articles en anglais)

Le premier article, *Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries*, dresse un panorama de l'incidence de la malnutrition maternelle et infantile et de ses conséquences sur la croissance des jeunes femmes jusqu'à leur maternité. >>>

Le second article, *Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and what cost?*, propose une mise à jour sur les interventions de lutte contre la malnutrition infantile et maternelle. >>>

Le troisième, *Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?*, aborde les interventions sensibles à la nutrition, notamment dans le domaine agricole. >>>

Et le quatrième, *The politics of reducing malnutrition: building commitment and accelerating progress*, détaille les caractéristiques d'un environnement qui serait propice à des programmes pouvant générer les impacts souhaités. >>>

Il y a aussi un **ensemble de commentaires** qui examinent les efforts actuels dans le secteur de la nutrition et proposent des pistes d'action pour les pays à faibles revenus. >>>

Une autre contribution majeure de cette publication est l'analyse des bénéfices et des coûts du passage à l'échelle des interventions les plus efficaces dans 34 pays durement touchés par la malnutrition : une réduction de 15 % des décès chez les enfants de moins de cinq ans, une diminution d'au moins 20 % des retards de croissance et de 61 % de la malnutrition aiguë sévère. Il faudrait 9,6 milliards de dollars US par an pour sauver plus d'1 million de vies. Mais cela impliquerait d'augmenter la couverture de ces interventions pour pouvoir atteindre plus de 90% des personnes qui en ont besoin. Les discussions lors de la session de lancement ont mis en évidence des questions sur la faisabilité de cet objectif, ce qui indique, une fois encore, la nécessité d'une approche plus équilibrée permettant de combiner à la fois les interventions nutritionnelles directes et les stratégies sensibles à la nutrition.

**La série de 2013 a également voulu mettre davantage l'accent sur les politiques et les programmes sensibles à la nutrition dans les domaines comme l'agriculture, les filets de protection sociale, le développement de la petite enfance et la scolarité. Quelles sont les principales conclusions et les messages politiques clés susceptibles d'orienter les futurs investissements et d'améliorer les interventions intersectorielles ?**

En tant qu'interventions qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la malnutrition, les interventions sensibles à la nutrition ont un fort potentiel d'amélioration des résultats en matière de nutrition. Toutefois, les preuves de leur efficacité sont encore insuffisantes. Ceci est principalement dû aux lacunes dans la conception des programmes et leur mise en œuvre, mais aussi au manque de rigueur en ce qui concerne

l'évaluation des impacts. Un des commentateurs<sup>1</sup> de la série The Lancet présente une perspective intéressante sur ce dilemme, soulignant deux principales contraintes : premièrement, la nutrition ne revêt tout simplement pas assez d'importance dans le secteur de l'agriculture, et les objectifs relatifs aux gains économiques et politiques sont prioritaires ; deuxièmement, le milieu de la nutrition reste « concentré » sur la nécessité de preuves issues d'essais contrôlés randomisés qui sont tout simplement irréalisables dans les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire : les interventions ne peuvent être randomisées et la chaîne causale est trop longue pour pouvoir attribuer directement l'impact. D'autres ensembles de données probantes, tels que l'analyse du biais par lequel les systèmes alimentaires (« effect pathways ») sont susceptibles d'affecter la nutrition, devraient plutôt être utilisés en toute confiance et avec conviction pour influencer l'orientation des politiques sensibles à la nutrition. Recueillir de meilleurs éléments de preuves au cours des 5 à 10 prochaines années sera un des principaux défis et un élément déterminant pour parvenir à améliorer les résultats en matière de nutrition, par le biais d'une approche intersectorielle.

Un autre message important est qu'il existe d'autres obstacles, tels que les maladies infectieuses et l'entéropathie environnementale, pas forcément pris en compte par les interventions et qui limitent leur impact. Il s'agit des principaux obstacles aux impacts sur la nutrition, qui doivent être davantage pris en considération en combinant les différents programmes sensibles à la nutrition (comme les transferts sociaux avec investissements en matière d'hygiène). Et enfin, il a été souligné lors des discussions à Londres que les stratégies et la compréhension intersectorielle se révèlent insuffisantes. C'est un problème important et des efforts doivent être faits pour le résoudre, afin que les différents groupes puissent mieux travailler ensemble pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

**La série met l'accent sur l'économie politique, tout particulièrement l'article 4 qui traite des caractéristiques d'un environnement favorable à la nutrition. Qu'est-ce qui a changé depuis 2008 ? Quels sont les principaux défis que les différentes parties prenantes devront relever au cours des cinq prochaines années ?**

De nombreux progrès ont été réalisés depuis 2008. On constate une mobilisation et un engagement politique plus importants en faveur de la nutrition. L'aide publique au développement pour la nutrition de base a augmenté de plus de 60 % entre 2008 et 2011, bien qu'elle reste très faible. Pour amplifier le soutien, il sera important de créer un environnement favorable à la nutrition et de veiller à ce que cet engagement se traduise au niveau des résultats. La série met en évidence trois facteurs permettant de créer un environnement propice : les connaissances et les éléments probants, la politique et la gouvernance, et les capacités et ressources disponibles. Je considère qu'il est essentiel de renforcer les capacités à différents niveaux. Le secteur de la nutrition a besoin d'un plus grand nombre de leaders (capacité individuelle) pour augmenter l'efficacité de l'action dans ce domaine. Toutefois, nous ne pourrions accélérer et poursuivre les progrès en matière de nutrition sans renforcer les capacités organisationnelles et systémiques. La série plaide également pour une approche plus collective de lutte contre la malnutrition, une approche qui mobilise l'ensemble de la société et qui inclut non seulement les gouvernements ou la société civile, mais aussi le secteur privé. Mais là encore, un plus grand nombre de recherches basées sur des éléments concrets et l'élaboration d'un mécanisme solide de suivi des actions du secteur privé sont nécessaires.

En conclusion, un des principaux messages de la série qui vient d'être publiée est la nécessité de combler les lacunes dans le domaine des approches sensibles à la nutrition. Nous devons adopter une nouvelle approche pour pouvoir déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et nous devons faire preuve de plus d'audace pour garantir une contribution plus importante de la part des autres secteurs impliqués dans la lutte contre la malnutrition.

<sup>1</sup> Per Pinstrup-Andersen, *Nutrition-sensitive food systems: from rhetoric to reality*, The Lancet, Juin 2013 >>>





## Événements à venir

### 4-11 Novembre 2013:

ICT4Ag : le tremplin digital de l'agriculture inclusive , Kigali (Rwanda) [>>>](#)

### 3-7 Mai 2014: Nexus 2014:

Conférence sur l'Eau, l'alimentation, le climat et l'énergie , The Water Institute, Caroline du Nord (EU) [>>>](#)

N'hésitez pas à poster des événements à venir sur le plateforme collaborative du Rosa [>>>](#)

## Événements passés

● **La rencontre internationale *Nutrition for growth: Beating hunger through business and science* – Londres, 8 juin 2013** : Le gouvernement britannique, le CIFF (Children's investment fund foundation) et le gouvernement brésilien ont co-animé la conférence « la Nutrition pour la croissance : battre la faim grâce au business et à la science » le 8 juin dernier. Réunissant des chefs d'entreprises, des scientifiques, des gouvernements et la société civile, l'initiative les a incités à prendre les engagements politiques et financiers nécessaires pour prévenir la dénutrition, permettant alors aux individus et aux Nations de prospérer. Dans le Hyde Park de Londres, des milliers de personnes (secteurs privé et public) se sont réunies pour pousser les chefs d'Etats du G8 à prendre des initiatives pour lutter contre la faim, assurer une plus grande transparence sur les transactions foncières et combler les lacunes qui permettent aux entreprises d'esquiver le règlement des taxes dans les pays pauvres. Au même moment, le Premier Ministre britannique a présidé un sommet qui a donné lieu à des promesses de dons à hauteur de 4 milliards de dollars pour combattre la faim. [>>>](#)

● **Géographie alimentaire : renouer avec l'origine dans le système alimentaire, Briefing de Bruxelles sur le développement n°31, CTA – Bruxelles, 15 mai 2013**: Plus de 120 participants ont abordé les produits agricoles traditionnels (indications géographiques ou IG) et les autres outils de commercialisation liés à l'origine dans le contexte des pays ACP. La discussion a abordé plusieurs sujets tels que les cadres existants au niveau régional et mondial pour la protection des indications géographiques et des produits traditionnels, l'expérience caribéenne en matière de protection des produits agro-alimentaires, ou la mise à profit des potentiels d'IG dans l'utilisation des espèces sous-utilisées. Le premier panel a abordé les différents cadres et outils pour pérenniser la valeur pour les producteurs en protégeant et préservant les attributs d'origine et de tradition des produits agricoles et alimentaires. Le panel 2 a envisagé le potentiel des outils d'origine pour les producteurs ACP sur la base des réussites observées, y compris au niveau des facteurs de durabilité. Le troisième panel a permis d'identifier les pistes prometteuses pour des actions futures, en particulier en faveur des pays ACP. La note introductive est disponible en français, le reader seulement en anglais. [>>>](#)

## ACTUALITÉS DU RÉSEAU



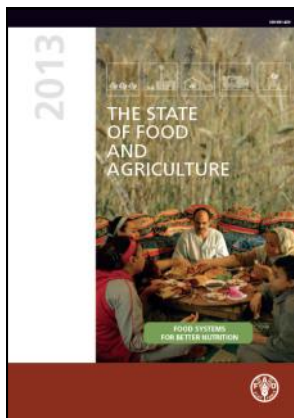
## Nouvelles de la Commission

### ● L'UE distinguée par la FAO pour sa réponse à la crise alimentaire :



Le 15 juin, l'Union européenne (UE) a été récompensée par la FAO en remportant le prix Jacques Diouf. Cette récompense est partagée avec l'ONG indienne *Self Employed Women's Association* (SEWA), récompensée pour ses efforts assidus et innovants en vue d'arracher les femmes les plus démunies à la pauvreté et à la faim. L'Union décroche ce prix en particulier pour la Facilité alimentaire, une initiative en faveur des populations de 49 pays en développement grâce à l'amélioration de la production des petits exploitants agricoles en réponse à la hausse des prix alimentaires. Cette initiative, lancée en 2008, a bénéficié à plus de 59 millions de personnes, en particulier aux petits exploitants agricoles. Lors de la remise du prix de la FAO, le président Barroso a déclaré que le prix serait utilisé afin de compléter le financement destiné aux projets européens de résilience alimentaire et de nutrition.

Début juin 2013, la Commission a annoncé qu'entre 2014 et 2020, 3,5 milliards d'euros seraient investis dans l'amélioration de la nutrition dans certains pays parmi les plus pauvres au monde. Voir le rapport CE sur la facilité alimentaire : [>>>](#)



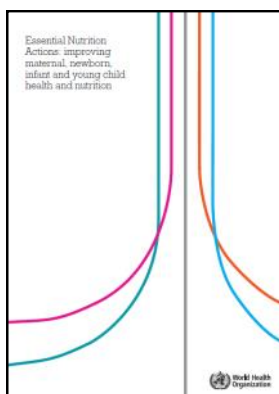
● **Investir dans l'agriculture à petite échelle pour la sécurité alimentaire, Groupe d'experts de haut-niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition – Juin 2013 (titre traduit) :** Les petits producteurs constituent la majorité des familles d'agriculteurs dans le monde et leurs contributions à la sécurité alimentaire domestique, nationales et mondiales sont cruciales. 2014 a été déclarée par les Nations Unies comme l'année internationale de l'agriculture familiale. Cette agriculture offre de belles opportunités pour une intensification durable. Ce rapport propose aux petits producteurs un nouveau traitement comprenant cinq composantes: 1 / la conservation et l'amélioration de la santé des sols, 2/la gestion durable de toutes les sources d'eau et lancer le mouvement « plus de cultures et de revenus par goutte d'eau » ; 3 / développer les technologies appropriées et les intrants, 4/fournir les crédits nécessaires et les assurances 5/ assurer des opportunités de commercialisation sûres et rémunératrices. Tous ces programmes devraient être pensés pour garantir aux femmes les systèmes de soutien nécessaires. (en anglais) [>>>](#)

● **La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013, FAO – Juin 2013 :** La FAO a récemment lancé sa publication annuelle La situation mondiale de l'Alimentation et l'Agriculture 2013 avec pour sujet « Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition ». La malnutrition sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, surpoids, obésité – impose des coûts économiques et sociaux inacceptables sur les pays à tous niveaux de revenu. Le rapport fait valoir que l'amélioration de la nutrition et la réduction de ces coûts doivent commencer avec l'alimentation et l'agriculture. Le rôle traditionnel de l'agriculture dans la production d'aliments et de revenus est fondamental, mais l'agriculture et le système alimentaire – depuis les intrants et la production jusqu'aux traitements, stockage, transport, vente au détail, et consommation – peuvent contribuer encore davantage à l'éradication de la malnutrition. (en anglais pour l'instant). [>>>](#)

● **Première ligne de défense. Évaluation du potentiel des stocks de proximité dans le Sahel, OXFAM – Juillet 2013 :** Les dispositifs de réserves alimentaires sont revenus au centre des débats en tant qu'instruments potentiellement capables de répondre aux défis posés par la volatilité des prix alimentaires et de la récurrence des crises. Le but de la présente étude est d'analyser le potentiel des stocks alimentaires de proximité au Sahel. Les auteurs passent en revue les facteurs qui peuvent déterminer ou conditionner leur échec ou leur réussite, et évaluent certains instruments innovants (tels que l'articulation avec les stocks nationaux, l'assurance indiciaire et les fonds de stabilisation) qui pourraient également contribuer à leur amélioration. [>>>](#)

● **Promouvoir les réserves de sécurité alimentaire locales au Sahel. Le cas de l'AAAE au Burkina Faso, OXFAM – Juillet 2013 :** Le Burkina Faso repose sur une agriculture de subsistance pour satisfaire les besoins essentiels d'une grande partie de sa population. Les défis environnementaux tels que la dégradation des terres et la désertification affectent particulièrement les provinces semi-arides du Nord, où résident les groupes les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire. L'augmentation des prix alimentaires depuis 2007 signifie que les améliorations pour l'accès à la nourriture et la disponibilité alimentaires doivent être encore plus importantes. Les réserves de nourriture locale peuvent apporter une contribution significative aux stratégies de sécurité alimentaire communautaire. Cette étude de cas décrit l'expérience d'une organisation communautaire (Association aidons l'Afrique ensemble) dans la création et la gestion de réserves locales de sécurité alimentaire dans le département de Rambo, Burkina Faso. [>>>](#)

● **Comment peut-on améliorer l'environnement et le fonctionnement de la recherche sur la Nutrition en Afrique subsaharienne ? Les points de vue des chercheurs africains, Plos – Juin 2013 (titre traduit) :** Les auteurs de cette étude ont recueilli des données sur les obstacles et les exigences pour mener des recherches sur la nutrition en Afrique subsaharienne grâce à des entretiens semi-directifs avec les 144 participants impliqués dans la recherche sur la nutrition dans 35 pays d'Afrique subsaharienne. Les résultats de cette étude montrent que les chercheurs africains sur



la nutrition font valoir que les priorités de recherche doivent être identifiées par les partenaires africains, et ce de manière consensuelle pour permettre la création d'un agenda national de recherche. En outre, il en ressort la nécessité de promouvoir les interactions entre les chercheurs eux mêmes et entre les chercheurs et les décideurs. La recherche multidisciplinaire et la collaboration internationale et africaine ont été perçues comme essentielles pour renforcer les capacités en recherche sur la nutrition au Sud du Sahara. (en anglais) [>>>](#)

- **Les actions fondamentales de nutrition : améliorer la santé et la nutrition des mères, nouveau-nés, nourrissons et jeunes enfants, OMS – 2013 (titre traduit) :** Cet article est l'un des documents mis au point par l'OMS comme base pour le *Plan d'action global sur la nutrition maternelle et infantile*, approuvé par la 65e Assemblée Mondiale de la Santé en mai 2012. Il fournit les recommandations de l'OMS sur les interventions de nutrition (dénutrition, surpoids/obésité, carences en micronutriments) ciblant les 1 000 premiers jours de vie. Le document estime que, en se concentrant sur le bloc d'actions essentielles de nutrition (essential nutrition actions, ENA), les décideurs politiques pourraient réduire la mortalité infantile et améliorer le développement et la croissance physique et mentale ainsi qu'améliorer la productivité. (en anglais) [>>>](#)

## Ressources externes

- **Nouvelle discussion en ligne du forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition :** La discussion sur les "systèmes alimentaires et agricoles propres à renforcer la nutrition" a été lancée récemment. Elle s'inscrit dans la préparation de la 2nde conférence internationale sur la nutrition (CIN2) dont une réunion technique se tiendra à Rome en novembre. La discussion est ouverte jusqu'au 29 juillet.. [>>>](#)
- **Le CaLP se développe en Asie :** Le Cash Learning Programme a été lancé après le Tsunami de 2005 pour améliorer la qualité des programmes de transferts monétaires. En juin, le programme s'est installé en Asie, à Bangkok, dans le cadre de son plan d'extension régionale (Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest, Moyen-Orient bientôt). Voir le [site du CaLP](#) (en anglais) pour plus d'information sur les programmes de formation.

### Contacts :

[EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu)  
[animation@reseau-rosa.eu](mailto:animation@reseau-rosa.eu)

**Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.**

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne

**Crédits photo :** Commission Européenne/EuropeAid et FAO